

En quoi l'Allemagne, la France et l'Italie connaissent des types de chômage différents. Vous montrerez également en quoi cela influence les politiques de l'emploi menées dans ces différents pays.

Introduction :

Le chômage touche massivement les économies européennes depuis quelques années. Les chômeurs représentent la partie de la population active qui n'occupe pas un emploi. Ils peuvent être volontaires, refusant de travailler pour le salaire en vigueur alors que la demande de travail est disponible, ou involontaires, la demande de travail n'étant pas disponible bien que l'individu accepte de travailler pour le salaire en vigueur. D'un point de vue théorique, deux explications du chômage sont données. L'école classique estime que le problème vient d'une offre insuffisante sur le marché des biens et services du fait de produit trop faibles en lien à de trop forts coûts de production. L'école keynésienne estime, au contraire, provient d'une faiblesse de la demande sur le marché des biens et services : cela engendre une anticipation négative des entrepreneurs quant à l'évolution de la demande qui ajustent leur production et leur investissement à la baisse et embauchent moins.

Le taux de chômage de la zone euro est de 12,2% en 2013 (Source : Eurostat). Il est plus important dans les pays du sud de l'Europe (Italie, Portugal) que dans ceux du nord (Allemagne, Autriche). L'état de la conjoncture n'est pas identique dans tous les pays européens : les taux de croissance économique en Allemagne sont nettement supérieurs à ceux de pays comme la France ou l'Italie. Paradoxalement, la demande intérieure se porte mieux en France ou en Italie avec une croissance supérieure à 2% alors que celle d'Allemagne augmentait uniquement de 0,5% en 2007 (Source : Natixis). En contrepartie, du côté de l'offre, la situation des entreprises allemandes est meilleure que celles des firmes françaises ou italiennes à la fois en termes de profits (10% du PIB en Allemagne contre 6% en France et 7% en Italie en 2007) que de productivité.

La question est de montrer en quoi cette diversité entre économies européennes fait apparaître des explications différentes sur l'existence du chômage dans ces pays.

Nous verrons qu'il existe bien une diversité de type de chômage entre des pays comme l'Allemagne et d'autres comme la France ou l'Italie. Puis, nous étudierons la diversité de politiques économiques entre ces pays en conséquence.

Plan :

1. Une diversité de type de chômage entre ces pays européens

1.1. Un chômage keynésien en Allemagne

- Très fort degré d'ouverture de l'économie allemande (exportations) → faiblesse de la demande intérieure relativement à l'offre → pas d'incitation de nouvelles embauches.
- Bon état de la rentabilité des entreprises et faible coût du travail : l'explication classique du chômage ne fonctionne pas.
- En contrepartie, masse salariale plus faible que dans d'autres pays européens → demande intérieure reste faible vis-à-vis de l'offre : l'explication du chômage est bien keynésienne.

1.2. Un chômage classique en Italie et en France

- Rigidité salariale dans ces pays avec salaires minimums plus élevés qu'en Allemagne → coût salarial supérieur → pas d'ajustement entre offre et demande de travail.
- Compétitivité plus faible qu'en Allemagne → exportations faibles avec la concurrence internationale → profits faibles (avec un coût du travail plus fort).
- Dépenses en R&D plus faibles expliquant des coûts de production forts.

- Mais une demande intérieure soutenue : l'explication du chômage est plus classique que keynésienne.

2. Une diversité des politiques économiques mises en place

2.1. Le cas de l'Allemagne

- Dans la continuité de vouloir réduire le coût du travail notamment avec de faibles cotisations.
- Faible imposition permettant aux firmes d'investir notamment dans la R&D pour réduire les coûts de production et renforcer leur compétitivité.
- Une nécessité de prendre en compte la question du marché intérieur à long terme : il faudra que le gouvernement allemand stimule cette demande, notamment par de la dépense publique ou par une politique de redistribution du revenu plus souple (deux éléments qui s'opposent à la logique de réduction des déséquilibres budgétaires actuellement).

2.2. Le cas de la France et de l'Italie

- Relance par la demande au lendemain de la crise de 2007-2008, pas forcément adaptée au type de chômage.
- Limiter la fiscalité des entreprises durant certaines périodes (cela dépendait des gouvernements en place) afin d'inciter les firmes à augmenter l'offre nationale.
- Une réelle prise de conscience de la nécessité de réduire les coûts de production des entreprises en France : la banque publique d'investissement en France depuis 2013 visant à favoriser l'investissement technologique permettant de produire à moindre coût.